Le Conseil des ministres approuve le perfectionnement des acteurs économiques

Photo: Estudios Revolución

La Havane, 2 juin, (RHC)- Le Conseil des ministres a approuvé le perfectionnement des acteurs de l'économie cubaine: l'entreprise publique socialiste, les coopératives non agricoles, les petites et moyennes entreprises et le travail indépendant, tous appelés à promouvoir, chacun depuis son propre domaine, le développement de la nation.

«Avec cette décision, nous approuvons la manière d'ordonner les acteurs impliqués dans notre scénario économique, qui va au-delà de la simple reconnaissance de l'un d'entre eux», a considéré le Premier secrétaire du Parti communiste de Cuba et président de la République, Miguel Díaz-Canel.

Comme principe essentiel pour mener à bien ce perfectionnement, le Premier ministre, Manuel Marrero, a confirmé, lors de la présentation du sujet, que l'entreprise publique est le sujet principal de l'économie nationale et, en tant que tel, elle doit être performante.

Il a ratifié que l'expansion des activités des formes de gestion non étatiques ne conduit pas à un processus de privatisation, car il existe des limites à ne pas dépasser. «Reconnaître, diversifier et renforcer la gestion des acteurs économiques» est une autre des orientations esquissées pour avancer dans l'amélioration inéluctable, à partir de laquelle «chaque acteur économique s'ajuste à ce qu'il devrait être».

Se référant en particulier aux petites et moyennes entreprises, il a expliqué qu'elles seront constituées dans les secteurs public et privé, et que des conditions de gestion similaires seront établies pour les deux. Dans le cas des entreprises privées, a-t-il expliqué, la liste des activités négatives déjà approuvées pour le travail indépendant sera prise comme point de départ pour définir ce qu'elles pourront faire. Dans un premier temps, certaines activités professionnelles ne seront pas autorisées, notamment celles qui peuvent être exercées par des travailleurs indépendants, comme les programmeurs informatiques, les comptables, les traducteurs et interprètes, les vétérinaires pour animaux affectifs ou domestiques, les designers et certains types de cabinets de conseil.

Le Premier ministre a insisté sur l'importance de réaliser des progrès durables dans les actions, qui doivent être développées progressivement pour éviter les reculs. «Nous devons avancer avec intelligence, consolider chaque étape que nous franchissons et être en mesure d'atteindre la durabilité».

Dans le cadre de cette thématique, les principaux résultats de l'expérimentation des coopératives non agricoles, initiée en mars 2012, ont également été présentés. 498 coopératives de ce type ont été autorisées dans la période 2012-2014.

Le Premier ministre a expliqué que les résultats des contrôles effectués pendant la phase expérimentale ont permis de conclure que, malgré les lacunes, la faisabilité de la politique approuvée pouvait être assurée. Compte tenu de cette réalité, il a été décidé de conclure l'expérience et d'étendre progressivement la création de coopératives non agricoles à tous les secteurs approuvés, à l'exception du secteur de la construction.

Le président Díaz-Canel a souligné que ce qui a été approuvé constitue une action d'amélioration, un processus large et complet qui donne une continuité et permet le suivi des lignes directrices approuvées par les 6e et 7e congrès du Parti communiste de Cuba et ratifiées lors du 8e congrès.

«Nous avons besoin que le secteur public soit plus proactif, plus efficace, qu'il se défasse de son inertie et qu'il soit plus innovant», a-t-il souligné. Il a également commenté l'importance de consolider une relation adéquate entre le secteur étatique et le secteur non étatique, ce qui permettrait une plus grande utilisation du potentiel humain, des capacités productives, de l'expérience et de l'innovation.

«Si nous menons ce processus à bien, a-t-il déclaré, nous pourrons réaliser l'intégration entre les deux secteurs, stimuler l'économie et donner plus de dynamisme au développement du pays. Le processus sera progressif, mais le fait qu'il soit progressif ne signifie pas que nous mettrons trop de temps à le mettre en œuvre».

Il est essentiel d'atteindre la municipalité avec ces actions, afin que les différentes formes de gestion soient impliquées dans les stratégies de développement territorial et contribuent à la croissance économique des localités, où les projets peuvent générer des emplois, produire, offrir des services.

Brisons définitivement les obstacles qui empêchent encore nos acteurs économiques de se développer avec agilité, avec des facilités pour contribuer au développement, a-t-il souligné.

«Ici, tout ce qui est inefficace, corrompu et illégal ; tout ce qui a une dynamique d'entrave, et tout ce qui n'est pas innovant et proactif, est nuisible, qu'il soit étatique ou non étatique».

Prévoir, concevoir et planifier sont des actions qui fixent les lignes directrices des prémisses suivies dans le pays pour élaborer le Plan d'Economie et le Budget de l'Etat pour l'année 2022, conditionnées en grande partie par le contrôle obtenu sur la pandémie causée par le Covid-19.

Conçu dans un scénario d'ordre monétaire, le plan de l'économie pour l'année prochaine, a déclaré Leticia Morales, première vice-ministre de l'Économie et de la Planification, est basé sur le concept de planification centralisée. Cela implique de diriger consciemment le processus de développement économique et social du pays, en favorisant l'incorporation de toutes les formes de propriété et de gestion.

Il vise à contrecarrer les effets des restrictions économiques, la recherche d'une plus grande interaction de tous les acteurs économiques, l'augmentation de l'efficience, de l'efficacité, de la productivité et de l'innovation, ainsi que le respect et la poursuite des travaux conformément au Plan national de développement 2030.

Tout en reconnaissant la complexité de se projeter dans des temps aussi difficiles, le Premier ministre a insisté sur l'urgence de chercher par nous-mêmes des solutions à nos problèmes. «Nous devons travailler dur, nous devons chercher des solutions, nous devons identifier les potentialités... et nous devons être capables de refléter tout cela dans le plan», a-t-il souligné.

Toujours dans le cadre de l'ordre du jour de la réunion de la plus haute instance gouvernementale, la première vice-ministre de l'Économie et de la Planification a rendu compte du comportement de l'économie à la fin du mois d'avril, une période qui a ratifié la nécessité de continuer à chercher des réserves et de produire davantage.

Des produits tels que le riz, les œufs et le grain de maïs, a-t-elle dit, ont atteint un excédent de production, contrairement à ce qui s'est passé avec les légumes, les haricots, la livraison de lait frais à l'industrie et la viande de porc.

Dans le cas de la récolte de sucre, elle a ajouté qu'il y a une non-conformité dans ses indicateurs de production et d'efficacité, ce qui se traduit par un retard accumulé dans le broyage de la canne à sucre.

En ce qui concerne l'emploi, elle a déclaré que 166 966 personnes étaient venues chercher du travail. Parmi les emplois pourvus, 55 442 l'ont été dans le secteur public et 50 183 dans le secteur privé.

Un autre point évalué par les membres du Conseil des ministres a été la marche de la mise en œuvre du Plan national de développement économique et social jusqu'en 2030, un document d'orientation du Système national de planification, qui guide la conduite du développement afin de résoudre les déséquilibres structurels de l'économie avec une vision stratégique et en étroite coordination avec les Objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 des Nations Unies.

La ministre du Travail et de la Protection sociale, Marta Elena Feitó, a présenté les propositions politiques visant à renforcer l'activité de prévention et de travail social dans les quartiers, et à prendre en charge les individus, les familles et les ménages, ainsi que les groupes ou les communautés en situation de vulnérabilité sociale.

En tant qu'aspect essentiel, elle a commenté le soutien offert à la transformation nécessaire du travail de prévention sociale à partir du niveau communautaire, comme le lien le plus important. Cette politique s'appuie sur les principes fondateurs du travail social basés sur les idées du Commandant en chef Fidel Castro au sujet de la prévention, des soins et de la transformation, ce qui complète le champ d'action, actuellement structuré aux niveaux national, provincial et municipal.

Elle a expliqué que, compte tenu de l'expérience accumulée, on a constaté la nécessité de transformer la tâche des travailleurs sociaux et de sauver la conception originale des activités de prévention sociale, en

particulier l'attention portée aux adolescents et le suivi spécifique du travail communautaire.

Se référant au deuxième document, elle a expliqué qu'il vise à augmenter la qualité des services sociaux pour faire face aux situations de vulnérabilité sociale, améliorer, diversifier et étendre la protection sociale et ses services, en reconnaissant la participation de diverses formes de gestion.

Ce travail dans la communauté, aujourd'hui plus que jamais, est essentiel, a souligné le Premier ministre. D'où son insistance à accompagner les actions de la projection d'une recherche sociale et d'un travail cohérent dans les communautés.

Dans le cadre du programme de la journée, le président de l'Institut National des Ressources Hydrauliques, Antonio Rodriguez, a fait le point sur la situation de sécheresse dans le pays, où de décembre 2020 à avril 2021 il n'a plu que 54% de ce qui était prévu.

Afin de remédier à cette situation pour la population, des actions sont menées dans les canalisations et les réseaux, les interconnexions de systèmes, l'augmentation des stations de pompage, le forage de puits, entre autres, qui ont amélioré le service à plus de 780 260 habitants, principalement dans les provinces de La Havane, Santiago de Cuba, Las Tunas et Guantánamo, Camagüey et Artemisa.

Source: Cubadebate

---

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/259410-le-conseil-des-ministres-approuve-le-perfectionnement-des-acteurs-economiques

Radio Habana Cuba